

NOUVEAU CENTRE INTERNATIONAL DES DROITS DE LA PERSONNE ET DU DÉVELOPPEMENT DÉMOCRATIQUE

Le Centre international des droits de la personne et du développement démocratique est maintenant à l'oeuvre à Montréal. Le nouveau Centre a pour mission d'appuyer la coopération internationale, afin de renforcer les institutions et les programmes démocratiques dans le monde et de faire respecter les droits et libertés énoncés dans la Charte internationale des droits de la personne.

Dans son discours inaugural, le ministre des Affaires extérieures du Canada, M. Joe Clark, a fermement établi les principes qui serviront de base au nouveau Centre :

Nous sommes ici pour inaugurer un Centre, mais aussi pour célébrer une cause et réaffirmer un engagement. Cet engagement consiste à défendre et à promouvoir les droits de la personne, ainsi que la démocratie dans le monde entier. Que pouvons-nous faire pour encourager cette attitude et promouvoir ces concepts à l'étranger? Premièrement, nous devons absolument éviter d'imposer nos modèles à ces sociétés. Deuxièmement, nous devons éviter de nous croire supérieurs, attitude à la fois arrogante et déplacée. Le Centre que nous inaugurons aujourd'hui est important. ... En particulier, il pourra exécuter des tâches que les gouvernements ne pourront accomplir. Pour agir efficacement, le Centre doit être indépendant. Nous avons tenté d'assurer, dès le début, cette indépendance qui ne peut être mise en question et qui procurera au Centre une liberté et une crédibilité essentielles.

Pour réaliser son mandat, le Centre compte sur un conseil d'administration de treize personnes, trois d'entre elles originaires d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine.

Le membre africain du Conseil est le juge Kéba M'baye, du Sénégal, présentement vice-président de la Cour internationale de Justice à La Haye. Il a été le premier président de la Cour suprême du Sénégal, président de la Commission internationale des juristes, ainsi que président de la

Commission des droits de la personne de l'ONU.

En établissant le Centre, le Parlement du Canada a inscrit son budget dans la loi même qui a créé l'organisme, ce qui renforce l'autonomie de son mandat. La direction du Centre a été confiée à M. Ed Broadbent, ancien chef du Nouveau Parti démocratique du Canada. M. Broadbent vient d'annoncer les grandes lignes du premier budget du Centre : celui-ci alimentera treize programmes répartis dans différents pays individuels et deux conférences internationales, dont une en Afrique et l'autre en Asie.

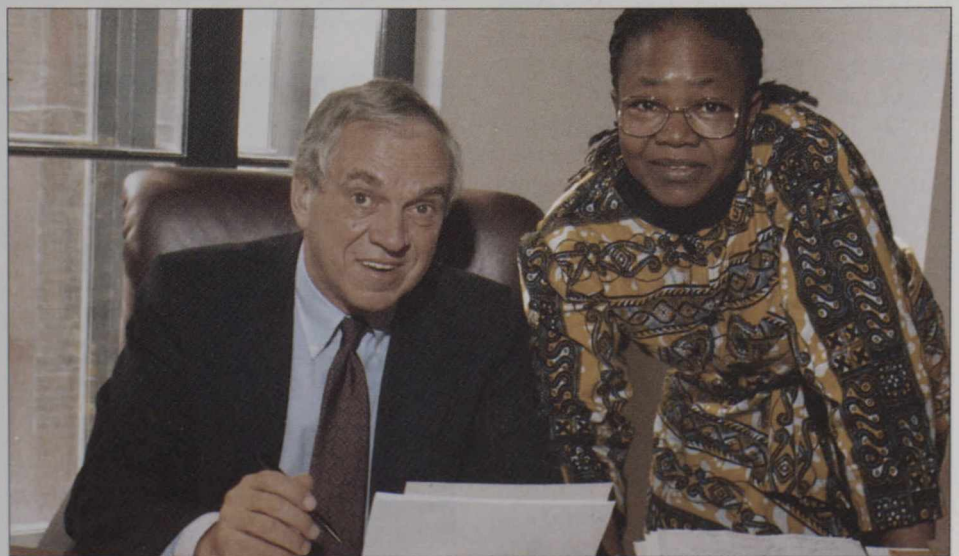
L'ensemble des projets est soigneusement équilibré : la femme, les pauvres et les autochtones y reçoivent un appui marqué. Les organisations des pays les plus meurtris par les violations des droits de la personne bénéficient aussi d'un soutien vigoureux. L'Amérique centrale, où les besoins sont particulièrement pressants, reçoit une attention particulière.

En Afrique, le Centre a établi le Fonds Nelson Mandela, dont le but est d'aider le Congrès national

africain à se doter de structures démocratiques et de favoriser le processus de démocratisation en Afrique du Sud.

De plus, une des deux conférences internationales prévues dans le premier budget du Centre aura lieu en Afrique, au mois d'août prochain, à Dar-es-Salaam, en Tanzanie. La conférence réunira des universitaires et des militants engagés sur le plan des droits de la personne. Pour la préparation de cette conférence, le Centre travaille en étroite collaboration avec l'Institut pour les études sur le développement de l'Université de Dar-es-Salaam. Les membres du Comité de planification de la conférence sont en communication soutenue avec leurs homologues africains, afin que ceux-ci jouent un rôle prépondérant dans l'élaboration de l'ordre du jour de la réunion.

Dans le cadre de la conférence de Dar-es-Salaam, M. Broadbent visite durant les prochaines semaines un bon nombre de pays africains. Pour l'Afrique francophone il s'agit en particulier du Burkina Faso, du Cameroun, et du Sénégal. ■



M. Ed Broadbent, président du Centre international des droits de la personne et du développement démocratique, en compagnie d'une de ses adjointes principales, Mme Antoinette Moalbaye, du Tchad.